

Politiques sociales en perspective transatlantique: États-Unis - Europe (XX^e siècle)

[Dossier coordonné par Romain Huret, université d'Artois]

L'idée d'un numéro d'Histoire & Sociétés consacré aux États-Unis et à l'Europe peut apparaître un rien provocante, aussi bien du côté américain que du côté européen. Dans le domaine social, les Américains ont longtemps souffert d'un complexe d'infériorité, relayé par l'historiographie nationale qui a diffusé la thèse du « retard américain », au regard des avancées en Europe¹. Indéniablement, sur le continent européen, une telle thèse prédomine tout au long du

1 Pour une approche comparative, D. Levine, *Poverty and Society: The Growth of the American Welfare State in International Comparison*, Brunswick, Rutgers University Press, 1988. Pour une critique de cette thèse du retard, voir Th. Skocpol: *Protecting Soldiers and Mothers*, Cambridge, Harvard University Press, 1991. Daniel Rodgers a parfaitement démontré la manière dont les réformateurs sociaux instrumentalisent cette thèse du retard: D. Rodgers, *Atlantic Crossings: Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, p. 71-75.



D.R.

XX^e siècle: terre d'élection du capitalisme sauvage, les États-Unis seraient demeurés hermétiques à toute réforme ou politique sociale d'envergure. Pour nombre de réformateurs, de syndicalistes et d'hommes politiques européens, la « lueur sociale » ne devait pas venir de l'Ouest américain mais plutôt de l'Est soviétique². Dans les années 1930, un fin connaisseur des États-Unis et de l'URSS, George Friedman, a tout loisir d'opposer l'« homme nouveau » soviétique à l'« homme en miettes » américain, broyé par cette forme extrême du capitalisme³. Selon Friedman, ce monde d'ingénieurs se réduit à une gigantesque entreprise Ford, réglementée par le credo fordiste en vigueur. Dans un étonnant pastiche de John Dos Passos, il présente ainsi au lectorat français le modèle social américain :

« Ford croit aux salaires élevés, à la prohibition, aux machines automatiques, aux oiseaux et aux fleurs, à la "liberté", à l'industrie, aux courtes journées de travail, à l'automobile, au Progrès. Il ne croit pas aux ventes à crédit, aux banquiers, à la pauvreté, à la vieillesse, au vin, à l'État, à l'égoïsme, à la charité, aux Juifs, à la surproduction »⁴.

La métaphore de Friedman reflète parfaitement la prégnance du modèle économique américain dans l'imaginaire européen. Les historiens ne font pas exception à la règle: alors que la diffusion du taylorisme et du fordisme a donné naissance à une pléthore d'études, les échanges en matière de politique sociale apparaissent comme le parent pauvre des historiographies européennes⁵. De façon similaire, l'analyse de Friedman rappelle le poids de la

Un fonctionnaire américain de l'Agence de sécurité sociale présente au public le fonctionnement de la sécurité sociale dans les années 1950.

2 Sur la prégnance du modèle soviétique français dans la pensée politique et intellectuelle, la littérature est pléthorique: Fr. Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995; S. Coeuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Paris, Le Seuil, 1999.

3 Nous empruntons la formule à Philippe Roger, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 481 sq.

4 G. Friedman, *Problèmes du machinisme en URSS et dans les pays capitalistes*, Paris, Éditions sociales internationales, 1934, p. 104.

5 A. Moutet, « Les origines du système de Taylor en France, le point de vue patronal (1907-1914) », *Le Mouvement social*, n° 93, 1975, p. 15-49; P. Fridenson, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », *Annales ESC*, n° 5, 1987, p. 1031-1060.

référence, implicite ou explicite, au modèle social soviétique, qui mettait un terme à toute politique sociale en créant un espace social entièrement régi par le politique. Si le schéma de cette perfection sociale soviétique est largement remis en cause aujourd'hui par les historiens, cette illusion sociale a conduit à juger souvent avec virulence les lacunes des politiques sociales mises en œuvre en Europe et outre-Atlantique. Alors qu'ils refusent les chimères de l'homme nouveau et le fatalisme de l'homme en miettes, les réformateurs sociaux européens et américains élaborent des politiques sociales situées dans un entre-deux démocratique, peu savoureux pour de nombreuses papilles historiennes.

Au-delà du piège d'une lecture politisée de l'espace social, ce type d'analyse perd également de vue l'étroitesse des liens unissant les acteurs au cours du XX^e siècle. Dans un ouvrage récent, *Atlantic Crossings*, l'historien américain Daniel Rodgers rappelle les profondes complémentarités en matière d'expérimentation sociale de part et d'autre de l'Atlantique au début du siècle⁶. Entre les années 1890 et 1920, et contrairement aux analyses de Friedman, de riches échanges intellectuels se développent entre Américains et Européens au sujet de « la pauvreté », de « la vieillesse », de « l'État », de « la charité » ou de « la surproduction ».

Cette comparaison entre les États-Unis et l'Europe entend moins proposer une nouvelle hiérarchie des politiques sociales que remettre en contexte historique les concepts de « retard », de « modèle » ou d'« américanisation », car ces réflexions ont été celles des contemporains⁷. Le comparatisme perd ainsi sa dimension artificielle et redonne chair à ces transferts et aux individus qui les ont mis en œuvre tout au long du siècle. Car, et c'est notre désaccord principal avec l'ouvrage de Daniel Rodgers, les échanges se poursuivent après la Seconde Guerre mondiale. Alors que Rodgers estime que l'institutionnalisation des politiques sociales renforce les particularités nationales, et notamment l'« exceptionalisme » américain, nous pensons que les échanges se prolongent sous de nouvelles formes. Après 1945, les nébuleuses réformatrices du début du siècle s'institutionnalisent et se développent à l'intérieur de l'État, d'organisations internationales, de fondations philanthropiques et d'universités. Les débats autour des politiques sociales se prolongent et prennent même une certaine acuité à la fin du XX^e siècle. À l'heure où nous assistons au démantèlement des États-providence dans nos sociétés occidentales et à de fortes tensions transatlantiques, ce dossier s'interroge sur les liens étroits, ambivalents et complexes que l'Europe entretient avec son voisin américain dans le domaine social⁸. ■

6 D. Rodgers, *Atlantic Crossings: Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

7 A ce sujet, voir G. Esping-Andersen, *Les Trois Mondes de l'État-providence*. Essai sur le capitalisme moderne, Paris, PUF, 1999.

8 Ce dossier reprend les principales interventions d'une journée d'études organisée à l'université d'Artois le 17 mars 2004, par l'équipe d'accueil n° 2466.